
Damiette, une ville prospère d'Égypte au péril de la mondialisation

Ruine des activités productives traditionnelles et déstructuration sociale sur fond de modernisation technologique, de logiques globales et de retrait de l'État

Marc Lavergne



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ema/3626>

DOI : 10.4000/ema.3626

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 21 octobre 2016

Pagination : 239-270

ISBN : 2-905838-88-4

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Marc Lavergne, « Damiette, une ville prospère d'Égypte au péril de la mondialisation », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], Troisième série, Le Soudan, cinq ans après l'indépendance du Soudan du Sud, mis en ligne le 21 octobre 2018, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ema/3626> ; DOI : 10.4000/ema.3626

MARC LAVERGNE

DAMIETTE, UNE VILLE PROSPÈRE D'ÉGYPTE AU PÉRIL DE LA MONDIALISATION

*RUINE DES ACTIVITÉS PRODUCTIVES TRADITIONNELLES
ET DESTRUCTURATION SOCIALE SUR FOND
DE MODERNISATION TECHNOLOGIQUE, DE LOGIQUES
GLOBALES ET DE RETRAIT DE L'ÉTAT*

ABSTRACT

Damietta, a medium-sized city at the edge of the Nile delta, one of Egypt's windows on the sea, enjoys a personality asserted since Ancient times. It developed varied economic ventures, such as the furniture making, which granted it well being and opening to the outside world. It is in that sense an exception in the Egyptian context ; but it went since the 1952 Revolution through the fate of those provincial centers, faced with successive and contradictory country planning policies. The city has now become a pawn on the Egyptian and Mediterranean exchequers of global integration, at the expense of its locally rooted activities, which structure its economic and social fabric. Its new, from outside and even abroad impulsed vocations, induce the settling in its surroundings of disconnected industries, infrastructures and urban models. As a result, an unseen before mobilization has emerged against the negative effects on environment and social cohesion, pointing the State's collusion with foreign interests. That neglect of the State regarding regional and local interests ends up in frustration and inefficiency of development policies. Those will only be solved through a free expression of the population through representative local powers.

Cet article se donne pour objectif d'éclairer l'évolution économique et sociale d'une ville moyenne d'Égypte, à travers les mutations récentes de son système de production. Il est possible que ce nouvel angle d'approche de la sphère du politique égyptien, à travers ses applications concrètes, ouvre des pistes pour comprendre le fonctionnement ou le dysfonctionnement de l'État, et les frustrations sociales qui en découlent et mettent en cause la légitimité du pouvoir, au point de se cristalliser, parfois, dans le recours à l'action subversive.

Le choix de Damiette n'est pas indifférent : la ville est certes, par sa localisation et son histoire, une exception. Damiette est en effet, depuis l'Antiquité une ville ouverte sur le monde ; elle a en outre bénéficié de ressources locales variées, tirées de l'agriculture et de la pêche. La combinaison de ces facteurs a engendré une citadinité affirmée, autour de producteurs et de commerçants qui ont pu jouir d'une autonomie relative, mais exceptionnelle en Égypte, dans leurs rapports avec l'État.

Depuis la seconde moitié du ^{xx}^e siècle, la ville a connu, comme toute l'Égypte, une succession de mutations et se présente donc comme un palimpseste dont les écritures successives s'inscrivent dans le tissu économique, le paysage urbain, les mentalités et les enjeux des acteurs et des agents économiques et politiques.

On verra ainsi comment l'État nassérien, centralisateur et réformateur, a développé des infrastructures et des services publics, mais aussi une industrie moderne, avant de laisser la place à l'ouverture économique et au retour libéral des années Sadate ; bien que très courte, cette phase de retour à la paix et de réintégration dans le dispositif stratégique occidental, a posé les jalons d'une ville nouvelle et d'un port artificiel. Cette orientation a été poursuivie sous l'ère Moubarak par des projets dits « de développement », qui signent la soumission des acteurs locaux, mais aussi nationaux, à des forces et des logiques transnationales, dans un système économique globalisé.

En l'absence de pouvoirs locaux institutionnalisés et représentatifs, c'est la mobilisation de la population qui a pu faire entendre sa voix pour défendre ses intérêts, tandis que l'État lui-même – sous Moubarak, ou après la révolution –, a tenté de préserver sa légitimité aux yeux de la population locale ou nationale, tout en répondant aux exigences des entreprises étrangères.

La réponse traditionnellement violente de l'État aux revendications populaires correspond à son déficit de légitimation interne, compensé par sa dépendance envers des soutiens externes. Mais la capacité à mater les mouvements sociaux ne suffit plus : ceux-ci, comme l'a montré l'affaire Agrium, ont désormais tendance à se muer en mouvements sociétaux, dans lesquels coalescent des préoccupations multiples, identitaires, environnementales, économiques, culturelles... C'est ainsi que l'on peut lire la situation banalisée et maîtrisée de Damiette, avec sa population éduquée et intégrée à la fabrique sociale égyptienne, comme comparable à celle du Sinaï, où l'oppression de l'État à l'égard de la population bédouine a abouti à un mouvement général de dissidence et de révolte armée. Loin d'un sursaut de religiosité dépourvu

de tout fondement concret, la popularité d'organisations comme les Frères Musulmans ou les diverses obédiences salafistes peuvent ainsi être comprises comme le réceptacle des frustrations créées par un mode prédateur de gestion des affaires de l'État et par une indifférence assumée à l'égard des aspirations et des besoins de la population.

Aujourd'hui, Damiette (206 000 habitants estimés en mars 2016, contre 215 000 recensés pour la ville et 237 000 pour l'ensemble du *markaz* (*canton*) en 2006¹) est le chef-lieu d'un gouvernorat de 1, 36 million d'habitants estimés en 2016 (1,1 recensé en 2006 et 0,914 en 1996). C'est, à l'échelle de l'Égypte, une ville moyenne, la vingtième du pays environ par la taille. Une ville apparemment sans histoire, dont les échos ne parviennent qu'affaiblis au Caire et dans la seconde capitale Alexandrie, où sont concentrés les hauts lieux du pouvoir et de la contestation populaire. Et pourtant, Damiette éprouve aussi, à sa manière, les grands bouleversements traversés par l'Égypte, même si l'attention des media, étrangers et même égyptiens, ne reflète que le miroir déformant de la capitale.



À la pointe est du delta du Nil, Damiette et ses extensions urbaines et industrielles récentes de part et d'autre du port

1. Soit environ 1300 hab/km². Tous ces chiffres sont à prendre avec précaution, car ils sont basés sur des recensements effectués par le Centre Égyptien pour la Mobilisation Publique et les Statistiques (CAPMAS), l'INSEE égyptien. Celui-ci ne dispose pas des moyens techniques et financiers, ni des compétences pour établir des statistiques fiables. Dirigé par un général, il a d'abord pour mission, comme son nom l'indique, de donner une image positive de l'Égypte. <http://www.citypopulation.de/php/egypt-admin.php>

Comparée à Alexandrie ou aux villes du canal, Damiette paraît donc occuper un angle mort des grandes voies de communication qui relient les centres dynamiques du nord de l'Égypte. Et pourtant, bien qu'elle tourne le dos à la vallée et au delta, c'est une ville beaucoup plus « égyptienne » que ses voisines de la Méditerranée ou du canal de Suez, créations étrangères comme Alexandrie d'un côté et Port-Saïd ou Ismailiya de l'autre. Longtemps peuplées de communautés allogènes.

À L'ÉCHELLE ÉGYPTIENNE, UNE VILLE À L'ÉCART

Damiette est d'autant plus à l'écart qu'elle est située à l'une des extrémités du delta, à l'embouchure de la branche orientale du Nil. Soit à environ 200 km au nord du Caire à vol d'oiseau. Mais elle est difficile d'accès : les horaires des chemins de fer indiquent un temps de trajet de 4h50, soit une vitesse moyenne théorique de 40 km/h, en réalité souvent beaucoup plus lente, étant donné les arrêts imprévus dus à la vétusté du réseau et des équipements... En voiture, le voyageur a le choix entre la route dite « agricole » qui traverse le delta du sud au nord : la plus courte en distance, la plus longue en temps de trajet², et l'autoroute de Port-Saïd, plus longue³, mais plus rapide et plus sûre, car plus récente, plus dégagée et mieux entretenue⁴. Dans le premier cas, on rejoint Damiette par le sud, en longeant le Nil, bordé de vergers et de champs ; dans le second, l'entrée se fait en traversant une zone amphibie couverte de roseaux, entre lac Menzaleh et mer Méditerranée, découpée en fermes piscicoles qui s'étendent de part et d'autre jusqu'à l'horizon.

Damiette offre donc un double visage, terrien et aquatique, entre le fleuve, les lagunes et la mer. Les navires ancrés sur le fleuve, à l'abri des tempêtes et des courants marins, lui confèrent une vocation maritime, tandis que la campagne alentour, nourrie des limons apportés par les crues du fleuve, l'a dotée d'un riche potentiel agricole. Mais si Damiette est située à une interface, elle tourne le dos à son arrière-pays, et n'est pas devenue « le »

2. et la plus astreignante, puisqu'elle implique de traverser les faubourgs embouteillés de Choubra el Kheima au sortir du Caire, puis d'emprunter l'autoroute vers Tanta, et de la quitter soit à Benha, soit à Tanta, pour rejoindre Mansourah par des routes encombrées, étroites et mal entretenues.

3. Elle rejoint Ismailiya avant de longer le canal de Suez, et de bifurquer à travers le lac Menzaleh pour rejoindre le cordon littoral et atteindre Damiette par le nord-est.

4. Dans un cas comme dans l'autre, l'expédition n'est pas exempte de danger, dans la mesure où les véhicules sont mal entretenus, où le code de la route comme les permis de conduite sont virtuels, et où les routes ne sont ni matérialisées ni signalisées, et où le revêtement est inégal, du fait de la corruption qui préside à l'attribution des appels d'offres et à la réalisation des chantiers de travaux publics.

port du delta : le Nil n'a jamais été une voie aisément navigable, et le delta, entrecoupé de canaux et de bras d'eau, n'a jamais été d'une traversée facile.

Depuis la haute Antiquité, une cité prospère ouverte sur l'extérieur

L'ouverture de la cité vers le large, depuis l'Antiquité vers la Grèce et l'Asie Mineure, puis vers les cités marchandes d'Italie dès notre Moyen-âge, l'a enrichie et a fait prospérer sa bourgeoisie⁵. En témoignent les nombreux bâtiments historiques, musulmans⁶ mais aussi chrétiens⁷, une gastronomie réputée⁸, et le développement d'une industrie du meuble à partir de modèles occidentaux adaptés au goût oriental qui a fait sa fortune et sa réputation. C'est sans doute la raison pour laquelle la ville est à la tête d'un gouvernorat qui porte son nom, l'un des plus petits d'Égypte avec ses 1000 km² et ses quatre cantons (*markaz*) ruraux de Fariskour (200 000 habitants en 2006), Kafr Saad (291 000 hab. en 2006), Kafr el Battikh et Zarqa (123 000 hab. en 2006). Il y a là une différence frappante avec Rosette, longtemps son homologue à l'embouchure de l'autre branche du Nil, mais qui a été évincée par le développement d'Alexandrie au xix^e siècle.

Ainsi, la ville est plus versée dans l'artisanat et le commerce, qui y tissent les liens intenses entre générations et catégories sociales, sur fond de transmission de savoirs et de réseaux patiemment acquis, que dans les débats et les combats qui agitent l'Égypte depuis le début du xx^e siècle. Terre natale de philosophes et de savants⁹, elle a également vu naître des journalistes, des artistes et des politiciens de renom, mais qui ont trouvé leur reconnaissance à la capitale. Son identité collective affirmée a fourni le socle à une conscience citoyenne aigüe.

Il y a là déjà de quoi intriguer, dans une Égypte acquise depuis les années 50 à une économie centralisée dans une perspective de développement économique et social, et depuis les années 70 à une économie rentière et consumériste dépendante de ressources extérieures. Celle-ci en effet tendu à

5. Damiette, qui évoque le débarquement de Saint-Louis en 1249, et l'épisode de la 7^e croisade, qui s'acheva par la captivité du roi défait à la bataille de Mansourah, l'année suivante, avec ses deux frères et 12 000 soldats, avait déjà été prise brièvement par les Croisés lors de la 5^e croisade en 1219. La cité était pour les Croisés une base de départ pour la reconquête de Jérusalem.

6. Comme la mosquée Amr Ibn el As (Al-Fateh), du nom du conquérant arabe et musulman de l'Égypte en 640 ap. J-C.

7. La ville est le siège depuis l'Antiquité d'un évêché copte.

8. Fromage blanc « Domiati » au lait de bufflonne, bonbons, confiserie...

9. De Kamal al-Din Muhammad ibn Musa al-Damiri (1344–1405), spécialiste du droit canon musulman et naturaliste à Farag Foda, courageux défenseur de la laïcité, assassiné en 1992 par les Gam'at islamiya.

dissoudre les solidarités locales régionales, déjà moindres en Égypte qu'ailleurs dans le monde arabe.

Damiette interface isolée mais dynamique

Avant l'essor d'Alexandrie et l'ouverture du canal de Suez, elle assurait cependant les relations maritimes avec les Échelles du Levant et dans une moindre mesure, avec la Méditerranée occidentale. Elle était également une étape sur la route caravanière menant du Maghreb au Machrek en longeant le littoral. Mais comme le montre l'exiguïté de son gouvernorat, sa zone d'influence est très modeste : elle est limitée au sud par Mansourah, métropole industrielle avec ses 500 000 habitants, de la grande province de Daqahliya, et à l'est par celle, plus récente, de Port-Saïd (600 000 habitants) et de ses développements industriels le long du littoral. À l'ouest, elle est isolée par la vaste bande amphibie, déserte, de l'extrême nord du delta, qui la sépare de Rosette.

Cet éloignement relatif du Caire et d'autres foyers de rayonnement plus récents comme Alexandrie ou le canal de Suez a sans doute joué un rôle dans le développement d'une identité damiettaine, et dans l'essor économique de la ville. Aujourd'hui encore, certes, la jeunesse estudiantine rêve du Caire, et de la liberté que laisse entrevoir la capitale, au lieu de l'atmosphère confinée de leur ville natale ; mais la population demeure fière de sa capacité à se mobiliser et à construire son avenir sans attendre les subsides de l'État ou la manne des touristes.

Aujourd'hui, cet isolement se trouve cependant relativisé par de nouveaux facteurs : la montée en puissance de la zone du canal de Suez et la saturation du port d'Alexandrie, qui imposent d'ouvrir de nouvelles facilités portuaires sur le littoral méditerranéen, et la découverte d'importants gisements gaziers au large et jusqu'à proximité des eaux territoriales chypriotes¹⁰. Ces développements ne sont, pour la première fois, pas le fait de décisions émanant des éléments dynamiques de la ville, et elle les subit plus qu'elle ne les impulse.

Une ville au défi du grand large

Or la ville est confrontée aujourd'hui à l'irruption de l'État, non pas comme l'acteur d'un développement destiné à améliorer le sort de la population, mais comme agent de la mondialisation néolibérale qui tend à assigner à des territoires particuliers des fonctions en rapport avec une logique supérieure qui leur échappe. À ce titre, Damiette semble acquérir une visibilité nouvelle sur la carte du monde, et se voit assigner des fonctions nouvelles. Celles-ci semblent promettre une croissance économique rapide, mais au

10. Mais la ville ne dispose pas d'aéroport, et dépend donc du Caire pour les vols intérieurs ou internationaux.

péril de sa formation sociale, et la jettent dans des évolutions ni choisies ni maîtrisées, et, pire encore, que le gouvernement égyptien lui-même ne semble pas en mesure de maîtriser. La ville est ainsi l'objet d'attentions « modernisatrices » et en même temps fortement contraignantes, en ce qu'elles mettent en péril l'environnement, les équilibres humains, l'économie locale soudain déclassée, et l'identité qui se trouve faire place à un sentiment de dépossession et de soumission à des mécanismes globaux.

DU « SOUK EL HISBA » À LA NOUVELLE DAMIETTE : LE RENOUVELLEMENT PAR LE HAUT DE LA FABRIQUE URBAINE

Le noyau ancien, un port et un pont au coude du fleuve

Damiette a d'abord été un centre d'échanges commerciaux, à la fois lieu de passage contrôlant la traversée du bras oriental du Nil, et port abrité assurant les relations maritimes entre l'Égypte et les pays du Levant, d'Asie mineure et de la Méditerranée occidentale.

Le centre ancien est donc né autour de l'ancien « *souk el hisba* » qui remonte à l'époque abbasside. Il s'étend sur la rive droite du Nil, le long du dernier coude du fleuve majestueux et calme aujourd'hui, mais qui pouvait être dévastateur lors de la crue d'été. Il s'est donc développé en retrait du fleuve, protégé par des levées. Aujourd'hui, c'est un labyrinthe de ruelles sombres, bordées d'immeubles qui furent bourgeois, voire cossus, édifiés dans la seconde moitié du XIX^e siècle jusqu'aux années 20. Ceux qui restent ont été transformés en ateliers de fabrication de meubles, qui débordent sur la rue et leur confèrent une animation incessante. C'est aussi le refuge de petits commerces de détail, et d'une sociabilité intense, avec une population dense native des lieux et qui continue d'habiter les immeubles vétustes ou rénovés.

L'ameublement, creuset de l'identité damiétaine

Damiette est célèbre dans toute l'Égypte et dans tout l'Orient arabe, pour son industrie du meuble. Par sa technicité, par son organisation, il s'agit d'ailleurs plus d'un artisanat, ou d'un ensemble d'artisanats et de métiers, que d'une industrie au sens moderne du terme. Les ateliers implantés dans les vieux quartiers du centre y façonnent ces majestueux ensembles, déclinant à volonté salons d'apparat, chambres à coucher, bureaux et bibliothèques, qui

meublent les foyers bourgeois égyptiens¹¹. Leur style regroupé par les bédouins sous l'appellation ironique de "Louis Farouk", décrivant ainsi l'apparence de "kitsch" supposé de ces styles et donc du goût de la clientèle. Difficile de déterminer avec certitude l'origine de cette activité : le style à l'honneur réfère à l'âge d'or de l'impérialisme européen, la seconde moitié du XIX^e siècle, avec l'ouverture du canal de Suez, la création de l'opéra du Caire, la création d'un centre-ville haussmannien au Caire et l'essor un peu plus tardif d'Alexandrie. À l'engouement de l'Europe pour l'Égypte pharaonique a alors répondu celui de la bourgeoisie cosmopolite pour les fastes de l'Occident. De nouvelles habitudes, de nouvelles positions du corps, un nouvel art de vivre en société, avec tables, chaises, bureaux, boudoirs et napperons, a réussi à marier le goût de parvenus pour les dorures et les moulures avec les lignes droites et les angles aigus. Mais le style Empire napoléonien avait déjà emprunté largement au mobilier découvert dans les tombeaux du Nouvel Empire...

La bourgeoisie allogène, européenne et levantine, a certes disparu avec les nationalisations de Nasser et la confrontation avec Israël ; mais ses goûts sont restés dans la psyché égyptienne, comme une nostalgie d'une époque bénie. C'est ainsi que les magasins de Damiette exposent les modèles classiques de style "Louis XIV", "Louis XV", "Louis XVI", aux côtés des modèles Art déco, Chippendale, "italien", "américain", "romain"... Et l'obligation pour tout prétendant au mariage d'assurer au préalable à l'élue de son cœur un logement entièrement équipé, et le plus fastueusement possible, assure à cette industrie un succès longtemps enviable : ici le mariage n'est pas un commencement, mais un aboutissement.

Cette industrie si enracinée ne remonte pas sous sa forme actuelle au-delà du début du XX^e siècle, c'est-à-dire au père ou au grand-père des patriarches encore en vie¹². Et c'est à l'initiative de peintres, de décorateurs ou dessinateurs qu'ont été fondées les maisons aujourd'hui en vue, c'est-à-dire que la mise de fond initiale a toujours été modeste. À l'origine de cette spécialisation, on peut suggérer la disponibilité aux alentours de bois de qualité, fourni par les nombreux arbres fruitiers, favorisés par le climat méditerranéen sec, et non pas désertique comme dans le reste de l'Égypte : ici l'hiver assure quelques pluies, et surtout un temps plus frais durant quelques mois, et d'autre part la proximité de Damiette avec le Levant, et les forêts du mont Liban ou

11. Exemples de produits et localisation des ateliers au centre de Damiette sur :

– <https://www.facebook.com/search/107965249231843/places-in/162845797101278/places/intersect/>

– <https://www.facebook.com/pages/Asfour-Gallery-Elmehwar-St/287913031411443>

– <http://www.mobilusso.com/mobilusso/style.html>

12. C'est Mohamed Fahim El Guindy, né en 1872 à Damiette, qui fut le fondateur de l'industrie contemporaine du meuble en Égypte. Voir sa biographie sur https://en.wikipedia.org/wiki/Mohamed_Fahim_ElGuindy

les essences fournies par la Ghouta de Damas, à l'origine elles aussi d'une marqueterie réputée. Reste que l'accès à ces ressources ne suffit pas à expliquer l'acquisition de la maîtrise de cette industrie, ni la créativité dont ont fait preuve jusqu'à nos jours les artisans damiétains... La structure de cette industrie, qui fait vivre directement ou indirectement entre la moitié et les $\frac{3}{4}$ de la population, est familiale. Du sciage des pièces de bois au vernissage des chaises, des tables, armoires, guéridons, coiffeuses, commodes et autres bergères, c'est toute une chaîne verticale de métiers qui se sont développés, recelant un savoir-faire et une inventivité surprenants : le cœur et l'orgueil de la société étant les dessinateurs, graveurs, sculpteurs sur bois, suivis par les peintres et les vernisseurs.



Transport traditionnel des meubles, avec en arrière-plan des hangars de stockage du bois à Shata

Mais cette activité est aujourd'hui menacée : elle subit d'un côté la concurrence de pays comme la Turquie et la Chine, qui à entendre les patrons, font du bas de gamme à bas prix, et d'un autre côté le changement de goûts des clients, ceci renforçant cela. Les nouvelles générations ont moins de moyens, habitent des appartements plus exigus, et leurs goûts se sont modifiés avec l'émigration, et avec l'ouverture au monde accélérée par Internet. Les fabricants locaux font des efforts pour s'adapter, avec de nouveaux modèles plus sobres, qui intègrent de nouveaux matériaux comme l'aluminium, l'acier ou le verre, et répondent aux besoins nés des nouveaux codes vestimentaires, et de nouveaux modes de vie. C'est à la Nouvelle Damiette que se trouve l'un des ateliers qui a tenté de relever le défi de la modernisation : le jeune héritier

de la fabrique paternelle a regroupé les différents stades de la production sur un même site, dans des locaux neufs, plus éclairés et raccordés aux réseaux, donnant sur une large avenue du centre. Il a recruté de jeunes diplômé(e)s de la Faculté des Arts appliqués et acheté des machines qui remplacent la main d'œuvre pour les tâches standardisées comme la scierie et le découpage des pièces de bois. Sa production est élégante, originale, adaptée au goût moderne, et d'une finition irréprochable. Peine perdue, même si ces nouveaux modèles allient élégance et sophistication du décor avec une fonctionnalité moderne des éclairages, des tiroirs à glissière et des porte-cravate, le secteur souffre du manque d'intérêt des autorités, qui ne lui offrent aucun soutien financier ou institutionnel.

On peut donc se demander si cette activité n'a pas correspondu à un certain âge de l'histoire de l'Égypte, où une classe moyenne ouverte sur l'Occident et en même temps fidèle à une tradition ottomane était au cœur de l'État et donnait le ton. Elle copiait en partie la grande bourgeoisie cosmopolite qu'elle avait évincée mais elle assurait, par la pérennité de ses valeurs d'accumulation et d'ostentation, ainsi que par sa fidélité à l'institution du mariage comme rite social et sociétal majeur, une clientèle stable à l'activité du meuble. Cette activité serait donc condamnée par la disparition de cette classe et de son rôle pivot, non seulement en Égypte mais dans l'ensemble du Moyen-Orient.

Mais la raison majeure de cette disparition programmée réside dans la nature rentière de l'État et la domination politique et économique des importateurs sur



La modernisation de l'artisanat du meuble : un salon d'exposition à la Nouvelle Damiette

les producteurs. Ainsi nous rapporte t-on l'exemple du grand Salon du meuble organisé chaque année à la Foire internationale de Médinet Nasr, près du Caire : les maisons de Damiette engagent de grands frais pour y présenter leurs modèles, mais les organisateurs réserveraient leurs efforts de promotion sur quelques maisons liées au pouvoir et sur les importateurs, allant jusqu'à dissuader les acheteurs venus du Golfe de s'intéresser aux exposants locaux.

C'est ainsi que chaque jour, de petits artisans criblés de dettes fermentaient boutique, tandis que des petits patrons, perdraient de l'argent pour ne pas licencier leur personnel, concluant amèrement qu'il vaut mieux, aujourd'hui en Égypte, placer ses économies dans l'immobilier que dans le mobilier.

La ville « moderne », siège de la domination de l'État sur la ville

Au ^{xix}^e siècle, lors du percement de l'isthme de Suez, la ville a été éventrée pour laisser le passage à la nouvelle route venant de Port-Saïd en direction de Mansourah et d'Alexandrie. L'avenue de Port-Saïd débouche aujourd'hui sur la Corniche aménagée le long du Nil et sur le grand pont qui enjambe le Nil depuis les ouvrages de contrôle du cours du fleuve entrepris depuis le milieu du ^{xix}^e siècle.

Le long des grandes artères qui ont éventré la ville pour faire place à la circulation automobile, bordées par de larges trottoirs non pavés qui servent de parkings, s'alignent les immeubles modernes abritant les agences bancaires, les sièges des maisons de commerce de meubles, avec leurs luxueux halls d'exposition, et de grands magasins spécialisés en articles de la vie courante. Le centre de la vie économique s'est donc développé en arc de cercle autour de la vieille ville, avec laquelle il a maintenu une symbiose et une complémentarité, celle-ci demeurant largement le lieu de la production artisanale et gardant également une fonction résidentielle pour les citadins de souche.

La révolution nassérienne s'est ensuite traduite par une politique d'aménagement urbain qui a consisté à affirmer une nouvelle modernité de pair avec la prééminence de l'État sur la ville. Un nouveau cœur administratif a été édifié le long de la courbe du Nil, autour du siège du gouvernorat : un immeuble moderne entouré des services techniques, des chambres de métiers, d'agences bancaires, des établissements publics, et en arrière, de la vaste usine Misr de filature et tissage, nationalisée en 1958. Il se prolonge aussi le long de la corniche aménagée vers le nord, avec le siège de la Sécurité d'État et le bâtiment de la Faculté des Arts appliqués, ainsi que des parcs d'attraction et de détente avec leurs balançoires, leurs guinguettes et leurs cafés en plein air au bord du Nil. L'ensemble affirme de manière ostentatoire et efficace une volonté de se dégager des dynamiques locales, en reproduisant un modèle mis en œuvre dans tous les chefs-lieux de gouvernorat du pays qui s'y prêtent, en profitant de la perspective majestueuse de la Corniche.

***L'usine Misr de filature et tissage du coton,
de la nationalisation à la privatisation et au démantèlement¹³***

L'usine de filature et tissage occupe un vaste quadrilatère ceint de hauts murs, en retrait du fleuve, après le siège du gouvernorat. Elle se compose de longs bâtiments de briques alignés côte à côte. Depuis sa fondation il y a un siècle, par un magnat local, Ahmed Faouzi, elle a pris son extension actuelle après sa nationalisation en 1958. Elle fut longtemps la deuxième usine textile d'Égypte, après le complexe de Mehallat el Koubra. La production était de grande qualité, grâce à la fois à la longueur des fibres du coton égyptien et à la maîtrise technique acquise par le personnel, pour adapter les machines à la matière travaillée et aux demandes de la clientèle. Au vu de la lingerie fine destinée aux grands hôtels, et des coupons de tissus exportés en Italie, où le label « Damiette » était un gage de qualité. Le choix de cette implantation de l'usine a sans doute été due au savoir-faire technique de la main d'œuvre locale, outre la disponibilité de la matière première dans l'arrière-pays, et de la présence d'un port pour l'exportation du produit fini.

L'État cherche depuis longtemps à privatiser ces entreprises publiques, dans le cadre de la « Réforme », depuis l'infatih décrétée par Anouar el Sadate en 1971¹⁴. Mais l'administration se heurte à une forte résistance de la part des ouvriers, héritiers d'une tradition de lutte qui a toujours fait reculer les pouvoirs. Le pouvoir militaire instauré en juillet 2013 par le « maréchal » al-Sissi a repris les tentatives de démantèlement¹⁵. Le directeur n'a été nommé que depuis un an et demi, après dix ans passés à Méhallat el koubra, siège d'une lutte ouvrière obstinée (Dubosc, 2014)¹⁶ avec pour mission de « faire le ménage ». Le nombre d'ouvriers est déjà passé de 6 000 à 2 500 et l'usine ne fonctionne visiblement pas : les ouvriers vaquent par petits groupes, dans les allées entre les longs bâtiments de briques, d'où ne parvient aucun bruit.

Le démantèlement programmé de l'usine est présenté comme répondant à la nécessité de mettre au rebut une industrie obsolète ; ici comme dans

13. http://www.textile-egypt.org/Company_Details.asp?ID=100

14. <https://libcom.org/news/strikes-continue-egypt-despite-military-threats-21022011>. Pour un arrière-plan sur la lutte des ouvriers égyptiens du textile dans la période pré-2011, voir Joel Beinin <https://libcom.org/library/militancy-mahalla-al-kubra>.

Sur la mobilisation sociale en Égypte face à la politique du régime militaire du président Al-Sissi, voir : <http://www.dailynewsegypt.com/2016/01/20/workers-in-2015-physical-and-economic-threats-continue/>

15. « The death of a sector : Egypt's ageing textile industry speaks a tale of how corruption and mismanagement killed the sector, but also of mobilized industrial action » 24/09/13 : <http://www.madamasr.com/sections/politics/death-sector>

16. Sur l'histoire économique et sociale de l'usine de Mehallat el koubra, mais aussi du secteur textile d'État en Égypte, voir : https://en.wikipedia.org/wiki/Misr_Spinning_and_Weaving_Company

l'industrie du meuble, la production ne peut faire face à la concurrence asiatique de faible qualité mais moins chère et portée par des importateurs proches du pouvoir. Il s'agit ici comme dans de multiples secteurs de promouvoir à l'échelle du pays un modèle économique rentier, et de liquider les acquis sociaux de l'ère nassérienne.

L'État a entrepris son désengagement et ne détient plus que 50 % du capital de la société ; mais la gestion en est toujours supervisée par un organisme central dépendant du ministère de l'Industrie. Celui-ci écarte en l'absence de toute représentation élue de la population, ou de dialogue avec une représentation syndicale, la prise en compte de l'intérêt local et toute tentative de développer de nouvelles techniques ou de nouveaux produits sur de nouveaux créneaux.

DES SATELLITES AUX FONCTIONS SPÉCIALISÉES

Le faubourg de Shata (« le rivage ») : de l'extension administrée à la dérégulation sociale

L'autoroute pompeusement appelée « côtière internationale », censée relier l'orient à l'occident du monde arabe, est aujourd'hui la principale voie d'entrée à Damiette.

Des deux côtés de la route, s'étendent à perte de vue des fermes piscicoles dont les bassins rectilignes ont été découpés dans les eaux du lac Menzaleh. Les canaux qui desservent les parcs sont sillonnés de barques à moteur, tandis que des pêcheurs tentent d'arrêter les voitures en brandissant des poissons de taille impressionnante.

Mais les abords du lac accueillent aussi les dépôts d'ordures de la ville, montagnes de déchets et de sacs plastiques qui s'y consomment, escaladées par des vaches placides qui y trouvent leur pitance. Ces montagnes d'ordures à ciel ouvert polluent à la fois les eaux et l'atmosphère, couvrant la route d'une fumée irrespirable. L'incinérateur bâti à proximité, ne semble pas en état de fonctionnement.

Face aux fermes piscicoles et tout à côté des dépôts d'ordures s'étend la « cité » de Shata : un alignement d'immeubles ternes, le long de la route. Ceux-ci sembleraient abandonnés sans les draps et les vêtements bariolés qui pendent des fenêtres et des balcons. Ces immeubles délabrés sont séparés par des allées de terre défoncées, tantôt boueuses, tantôt poussiéreuses, domaine des chiens errants et des mécaniciens improvisés. Les habitants sont des employés et des ouvriers des fabriques et des administrations avoisinantes. Ce quartier dépourvu d'espaces de jeux pour les enfants, de commerces de proximité, d'espaces verts, est en effet entouré par des institutions officielles : le Tribunal du gouvernorat, le Collège technique, le Parc des expositions... et surtout les hangars de stockage du bois qui sert de matière première à l'industrie du meuble.



Canal de desserte des fermes piscicoles à Shata



L'entassement des déchets ménagers à Shata

En approchant de Damiette proprement dite, en contrebas de l'assise surélevée de la route, s'étendent de vastes étendues en voie de submersion par la mer : des carcasses de bâtiments inachevés ponctuent cette étendue, témoins de tentatives avortées de construire sur ces terrains de toute évidence inconstructibles : mystère de la construction immobilière et de sa réglementation en Égypte...

Puis apparaissent, en approchant du centre de Damiette, le long de l'avenue de Port-Saïd, les bâtiments imposants des maisons de commerce de meubles, qui exposent leurs plus belles pièces derrière des vitrines propres qui font contraste avec le dénuement poussiéreux ou boueux de l'espace public. L'avenue et les rues adjacentes sont sillonnées par les camions, camionnettes, charrettes et vélomoteurs qui transportent pièces de bois ou meubles à différents stades de finition.

– Le voyageur qui arrive par le train, ou par la route « agricole » de Mansourah, qui longe le Nil, découvre un tout autre visage, beaucoup plus riant, de Damiette. Il traverse une campagne prospère où les arbres fruitiers se mêlent aux champs verdoyants qui portent trèfle, fèves ou blé en hiver, coton, maïs ou riz en été. Mais là aussi il retrouve les piles de bois d'œuvre entassées le long de la route, et le ballet des mobylettes, des carrioles et des camionnettes, qui transportent les pièces de meubles, d'un atelier à l'autre. Et en s'approchant du grand pont qui donne accès à Damiette, il traverse des quartiers affairés, animés par les marchands de fruits et de légumes qui hèlent le chaland. Produits de la mer au nord, de la terre au sud, et au centre l'industrie du meuble : il a sous les yeux les principales activités qui ont fait la réputation de Damiette, en Égypte et au-delà des mers.

Deux avant-postes à l'embouchure du fleuve

Damiette se complète de deux avant-postes, Ezbet el Borg et Ras el Barr, qui se font face de part et d'autre à l'embouchure du Nil, et représentent deux univers aux antipodes l'un de l'autre.

– Ezbet el Borg (le « hameau du fort »), à 15 km en aval, est le premier port de pêche d'Égypte, avec 60 % des prises : sur 70 000 habitants, elle compterait 10 000 pêcheurs¹⁷ ! À l'embouchure du fleuve jettent l'ancre les chalutiers de pêche au large, dont les mouvements sont rythmés par les levers et les couchers du soleil, mais aussi les barques des plus modestes qui s'aventurent en mer en vue des plages, ou parfois restent dans les eaux boueuses de l'embouchure. Cette activité alimente Le Caire en poissons frais, mais aussi l'usine locale Edfina de conditionnement de sardines, la plus importante d'Égypte. La pêche n'est pas qu'une profession, c'est aussi un « art de vivre » et une vision du monde, opposés à ceux des paysans aux horizons limités à leur terroir : aventureuse, incertaine, mais aussi libératrice. Aussi évoque t-on

17. Source https://en.wikipedia.org/wiki/Ezbet_el-Borg



Construction d'immeubles en zone inondable

à mots couverts les activités qui viendraient compléter les revenus de la pêche : on parle de trafics de drogue, d'antiquités, qui se noueraient au large, et feraient le lien entre demande mondiale et offre en provenance de toute l'Égypte... et singulièrement de l'armée et des services de Sécurité.

Il est d'autre part incontesté désormais que la pêche est condamnée par la montée des eaux, les perturbations des courants marins et l'intrusion des poissons originaires de la mer Rouge¹⁸.

La pêche en mer est donc relayée par l'essor de la pisciculture. Celle-ci alimente massivement les marchés urbains ; mais bien qu'elle joue un rôle notable dans l'économie régionale, par l'emploi qu'elle procure, elle semble très capitalistique, donc sans doute entre les mains d'entrepreneurs extérieurs, qui obtiennent par faveur et entrent des permis de s'approprier une partie du lac Menzaleh. Elle est donc peu régulée ou valorisée sur place, et il semble impossible d'obtenir des données chiffrées sur la quantité produite.

D'autre part, la pisciculture ne semble pas faire l'objet de contrôles sanitaires, alors que les facteurs de pollution de ces eaux sont légion : elles sont

18. « Faire face à la marée : comment protéger le littoral du delta du Nil », par MohammedYahia : <http://www.idrc.ca/FR/Resources/Publications/Pages/ArticleDetails.aspx?PublicationID=995>



Maisons de commerce et hangars

en effet le réceptacle de tous les effluents d'amont dans le Nil, et de déversements directs des usines chimiques de Port Saïd.

Ras el Barr (la pointe du continent, ou le « finistère »), le renouveau d'une station balnéaire déchue

Face à ce monde voué au labeur, se dressent les villas cossues et les immeubles rococo, aux façades de blanc immaculé de Ras el Barr (12 000 hab. en 2006, 8 000 en 1996). Cette station balnéaire a été fondée ex-nihilo, vers 1900, par un promoteur pour offrir à la clientèle bourgeoise du Caire, un lieu de villégiature rafraîchi par la brise de mer. Il ne s'agissait donc pas tant de se baigner que d'échapper à la touffeur du Caire en été et d'y mener la vie sociale et mondaine de la saison : une sorte de Cabourg égyptien, loin des pressions religieuses et des conventions sociales de la société égyptienne, mais aussi des fastes tapageurs d'Alexandrie la cosmopolite.

Aujourd'hui, ce sont surtout les classes moyennes de Mansourah et de l'ouest du delta qui s'y retrouvent : une population rétive au dévoilement des corps, surtout féminins, qu'imposent les bains de mer et les activités associées, qui sont de règle sur la côte nord de la Méditerranée, à l'ouest d'Alexandrie, ou sur la mer Rouge. Ici l'eau est boueuse, elle charrie le limon et les pollutions chimiques et bactériennes de tout le pays en amont. Les estivants, issus de la petite bourgeoisie musulmane de province, adepte d'une



Immeubles de villégiature à Ras el Barr



Nouveaux lotissements à l'entrée de Ras el Barr

sociabilité islamique stricte, passent les vacances ou les fins de semaine en famille. Ils se pressent sur la plage, à l'ombre des parasols, et autour des tables en plastique rouge vif, à manger des grillades en regardant s'ébattre les enfants dans les rouleaux des vagues.

Pour accéder à la station, l'automobiliste doit s'acquitter d'un modeste péage, censé être dissuasif pour le populaire, et dont l'affectation n'est pas claire. La population est uniquement constituée de vacanciers, qui résident soit dans de modestes pensions de famille, soit dans des appartements privés. Les immeubles blancs de quatre étages, entourés de gazon, sont desservis par des allées sablonneuses ; ils s'alignent le long d'une avenue majestueuse, ombragée de palmiers, respectant le plan en damier initial.

La ville s'étend en triangle entre le Nil et la mer. Elle offre, le long de la Corniche, restaurants, cafés et attractions, ainsi que promenades en bateau. Le quartier du Lisan (« la langue ») s'étend jusqu'à la pointe : face au grand large, des investisseurs saoudiens ont entrepris d'édifier un hôtel de luxe, mais le chantier est interrompu : est-ce parce que la ville est éloignée d'un aéroport international, ou bien parce que son charme ne correspond pas aux attentes de célibataires en goguette, ou de familles venues de la péninsule avec leurs cortèges de serviteurs ? ou bien parce que la plage de limon noir ne saurait attirer les estivants fortunés?... En tous cas, Ras el Barr reste un lieu exceptionnel en Égypte, alors que toutes les côtes ont été bétonnées depuis une vingtaine d'années par les ghettos luxueux de la côte nord et les « spots » touristiques de la mer Rouge.

La station qui vit au ralenti hors de la saison estivale, est pourtant de plus en plus fréquentée tout au long de l'année par une population nouvelle : Damiette est devenue une ville universitaire, avec quatre Facultés, et sa jeunesse estudiantine y trouve en dehors de la saison touristique, un havre de détente et de convivialité, loin du regard des adultes, dans les cafés qui restent ouverts. D'autre part, elle héberge de plus en plus une clientèle professionnelle de passage, attirés par les nouvelles activités qui se développent à proximité : marins en escale, techniciens et commerciaux des nouvelles usines du port et de la zone franche.

Les onze kilomètres qui la séparent de Damiette sont encore une campagne agricole : sous les palmiers poussent blé, légumineuses et trèfle. Mais elle est en voie d'urbanisation disparate et anarchique : des panneaux signalent dans chaque champ, le long du Nil, « terrain à vendre ». Des projets de lotissement privés pour différents niveaux de prix, des villas individuelles ou accouplées aux lotissements collectifs, poussent en bord de mer et le long des nouvelles artères en direction de la zone franche et de la Nouvelle Damiette. À terme, ces extensions devraient donner naissance à une conurbation aux fonctions complémentaires, entre Damiette et ces développements de la rive ouest.

VERS UNE CONURBATION EXTRAVERTIE

La Nouvelle Damiette, de Sadate à Moubarak, ou le paradigme néolibéral impulsé par l'État

Les villes nouvelles imaginées par Anouar el Sadate durant les années 70 pour décongestionner Le Caire et Alexandrie ont été multipliées à partir des années 80. Conçues initialement comme des villes modèles, intégrant et rapprochant logements et activités, elles concentrent aujourd'hui tous les efforts des autorités en matière d'aménagement urbain, au détriment du tissu originel totalement délaissé. Ce choix repose sur un constat : celui que les villes seraient « irrécupérables » (tout effort de rénovation urbaine et de renforcement des infrastructures et des services y serait du gaspillage), et sur une orientation sociale : ces villes nouvelles doivent être le creuset d'une nouvelle société, plus « productive », acquise à de nouvelles valeurs, individualistes et consummatrices. Il s'agit donc d'y remplacer mode de vie et les valeurs sociales égyptiennes, fondés sur les liens de la famille élargie, par ceux de la famille nucléaire focalisée sur le travail, la consommation et la civilisation des loisirs.

La Nouvelle Damiette, née au début des années 80¹⁹, se développe sur un vaste plan quadrillé, à l'urbanisation, encore très lâche, le long de larges avenues. La ville ne comptait encore que 27 000 habitants en 2006, contre 6500 en 1996. Ce projet est en somme d'inspiration « corbusienne », à l'opposé de la vision d'un Hassan Fathy, qui cherchait à adapter les matériaux et les lignes du passé aux besoins de demain, en se référant aux conditions et à la culture locales²⁰. L'urbanisme des villes nouvelles égyptiennes fait ainsi fi de tout souci esthétique et de toute référence culturelle ou historique.

Certes, les premiers ensembles, aujourd'hui très dégradés en façade, ont été construits dans l'urgence : mais il n'existe pas en Égypte de logement social locatif, et toute politique de logement vise l'accession à la propriété.

Jusqu'en 2009, selon nos informations, un logement de 80 m² pouvait être acquis par un ménage aux revenus réguliers, même modestes : un premier droit d'entrée de 2000 LE²¹, suivi d'un premier versement de 18 000 LE, et ensuite des versements mensuels de 350 LE, ce qui les mettait à la portée de salaires de 2000 LE, que l'on peut considérer comme un salaire médian pour un fonctionnaire ou un employé en Égypte.

19. Voir le site officiel de la New Urban Communities Authority, dont les données contredisent les résultats du recensement fournis par le CAPMAS. http://www.newcities.gov.eg/english/New_Communities/Damietta/default.aspx

20. Hassan Fathy : « Construire avec le peuple ».

21. Un euro = environ 8,50 LE au moment de l'enquête (décembre 2015).

Depuis cette date²², les nouveaux chantiers prévoient au contraire des appartements de 100 à 150 m², d'un coût total de 380 à 570 000 LE, avec le versement d'un acompte de 40 000 LE à la réservation. Puis les appartements sont attribués par un système de loterie (!) : en cas de succès, le candidat doit s'acquitter d'un second versement de 38 à 76 000 LE et d'un « dépôt de maintenance » de 19 000 à 28 000 LE, et ensuite d'une prime trimestrielle de 7500 à 10 000 LE. Il est stipulé que le candidat doit justifier d'un revenu minimum de 4 000 LE/mois, ce qui exclut les catégories modestes pour lesquelles ces programmes sont théoriquement conçus et financés par l'État.

Ce sont finalement des investisseurs et des spéculateurs en quête de placements sûrs qui achètent ces appartements dans des conditions très avantageuses pour eux : compte tenu de la méfiance des Égyptiens à l'égard des banques, l'immobilier est le placement préféré des épargnants. Mais cette épargne est stérile pour l'économie, puisque, en raison d'une législation très protectrice pour le locataire, ils sont maintenus vides en attendant leur dévolution à un descendant ou leur revente avec bénéfice futur.

La ville nouvelle prend cependant vie autour d'îlots commerciaux et de lieux de détente : terrains de jeux pour les enfants et cafés ou restaurants, qui paraissent néanmoins très dispersés dans ce tissu urbain très lâche, où la circulation automobile prime sur les déplacements piétons. Le zonage ne cloisonne cependant pas de façon étanche espaces résidentiels et professionnels, et de nombreux immeubles de deux ou trois étages en bordure des avenues abritent des bureaux, des magasins et des ateliers, voire de petites entreprises. On a déjà mentionné plus haut une fabrique de meubles ; mais la diversité des PME est également représentée par le cas suivant :

Une success story :

L'usine d'extrusion de films et d'emballages plastiques

Cette PME a été fondée en 1983 par un homme d'affaires de Mansourah, où elle conserve son siège, malgré le transfert des sites de production à la Nouvelle Damiette, en 2000. L'usine a démarré avec la production de films plastiques pour l'agriculture, et elle a depuis lors beaucoup diversifié sa production.

Elle dispose aujourd'hui de quatre unités industrielles, dont la plus récente est consacrée à la fabrication des machines d'extrusion des films plastiques d'emballage, naguère achetées en Inde. Singulière aventure que cette croissance horizontale, avec la diversification des produits, et verticale, avec le souci de remonter la filière en fabriquant ses propres machines. L'usine garde un partenariat ancien avec ses fournisseurs allemands (Siemens), ce qui lui assure un service après-vente et un transfert de technologie ; au-delà du

22. Peut-être en relation avec les effets de la crise des subprimes qui a frappé l'Égypte en 2008.

marché égyptien, sa brochure indique qu'elle a exporté dans 24 pays d'Europe, d'Asie et d'Afrique au cours des 25 dernières années.

Le choix du site de Damiette est dû initialement à l'attrait de terrains viabilisés et desservis par les réseaux d'eau et d'électricité, et par la présence d'une main d'œuvre venue s'établir à la Nouvelle Damiette depuis tout le nord du delta, ou qui fait des navettes quotidiennes par car de Port-Saïd à Kafr el Cheikh. Il ne s'agit pas ici d'une zone franche, puisque la production est principalement destinée au marché local, et la société s'acquitte des mêmes loyers, taxes et impôts que partout ailleurs. Mais il est impossible d'obtenir des précisions sur le nombre d'employés et d'ouvriers, ou la moindre indication financière²³.

D'autres entreprises, y compris dans le secteur du meuble, ont rejoint la vaste zone industrielle qui jouxte la ville nouvelle pour y développer des ateliers industriels produisant pour l'exportation²⁴.

La zone franche, un moteur d'expansion contesté

Entre la ville nouvelle et Ras el Barr s'étend la zone franche, censée être le nouveau moteur économique de la ville ; mais elle a surtout, jusqu'ici, défrayé la chronique et braqué les regards de toute l'Égypte depuis une dizaine d'années.

Une brochure institutionnelle très « soviétique » d'aspect, datant de l'an 2000, apprend que la zone franche s'étend sur 1700 feddans (900 ha), qu'elle offre l'avantage d'être mitoyenne du port, et qu'elle est bordée par le canal maritime qui relie celui-ci au Nil. La zone franche abrite actuellement quatre entreprises, dont une usine turque de *denim*, le tissu destiné aux jeans. Il est importé brut et façonné sur place avant d'être réexporté, profitant ainsi du bas coût de la main d'œuvre locale. Mais la pièce maîtresse de la zone est l'usine d'engrais azotés, dont l'énorme complexe de structures et de tubulures d'aluminium domine l'ensemble. Ma visite de cette zone sous haute surveillance coïncide avec celle du ministre de l'Industrie, venu inaugurer une unité de production d'ammoniac. Il s'agit dans l'esprit des autorités, de l'épilogue discret du dossier de l'usine d'Agrium, qui a provoqué une mobilisation populaire inédite depuis une dizaine d'années, et soulevé une opposition nationale et internationale sans précédent.

23. Ce qui confirme que les statistiques économiques et financières égyptiennes ne permettent pas aux autorités un pilotage informé de l'activité économique et que les instances internationales comme la Banque Mondiale ou l'OIT ne livrent comme données statistiques que celles que les autorités égyptiennes concoctent à leur intention.

24. Voir par exemple le site d'El Azab Furniture : <http://www.elazab.com/main/index.php?PNAME=about>

L'AFFAIRE AGRIUM UNE CONFRONTATION EMBLÉMATIQUE ENTRE L'ÉTAT ET LES CITOYENS

Le trust canadien Agrium, un des leaders mondiaux de la production d'engrais, avait signé en 2006 un accord avec le gouvernement égyptien pour l'installation à proximité de Damiette d'une usine d'engrais azotés. L'investissement prévu était de 1,2 milliard de \$ US pour une capacité annuelle de 675 000 tonnes d'urée et 80 000 tonnes d'ammoniac. La construction de l'usine commence en 2008, malgré l'opposition de la population : en effet, pour les agriculteurs, pêcheurs, militants écologistes, l'usine présente un danger sanitaire, par les rejets atmosphériques et aquatiques qu'elle entraînera. Ces opposants sont rejoints par les propriétaires fonciers et les investisseurs intéressés par le développement touristique du littoral de Ras el Barr. Ce renfort attire l'attention des media et des militants de la capitale, d'autant plus qu'il reçoit le soutien des autorités locales : le gouverneur prend fait et cause pour la population, sans être démis sur le champ de ses fonctions comme on pourrait s'y attendre. Au contraire, l'affaire est portée devant le Parlement, un comité est formé qui décide de déplacer l'usine à Suez²⁵. Mais cette solution ne convient pas à Agrium. Certes Suez est située à l'écart du delta, dans une région désertique, qui accueille déjà des industries polluantes ; mais l'emplacement à la sortie sud du canal de Suez sur la mer Rouge générerait l'approvisionnement en gaz et les débouchés commerciaux envisagés en Europe. Finalement, le gouvernement annonce l'abandon du projet et l'attribution à Agrium, en dédommagement, de 26 % du capital de l'entreprise publique égyptienne MOPCO (Misr Oil Processing Company), spécialisée dans la fabrication d'engrais chimiques²⁶ : une façon habile de faire disparaître le sigle Agrium, tout en privatisant en partie une entreprise étatique, comme le souhaitent les créanciers de l'Égypte et les institutions financières internationales. Et la construction redémarre en novembre 2011, sous la bannière de MOPCO, à la suite de la reprise en mains du pays par le Conseil

25. Ce traitement mesuré de l'opposition montre bien l'affaiblissement du régime de Moubarak, bien avant la révolution de janvier 2011. Il est alors aux prises avec une opposition politique symbolisée par le mouvement Kefaya, et sociale avec la multiplication des conflits ouvriers et des grèves des fonctionnaires et de multiples corps de métiers. Il traite ce mécontentement populaire par un mélange de négociations et d'intimidation, plus que par la répression policière. Il doit en effet tenir compte des media, qui prennent un rôle nouveau de caisses de résonance des revendications sociales. Il est aussi sensible à son image à l'étranger, recevant en juillet 2008 la coprésidence de l'Union pour la Méditerranée et étant accueilli au sein du G-20. Il reçoit enfin un coup de semonce de Barack Obama l'enjoignant lors de son discours du Caire en juin 2009 à se démocratiser.

26. <http://www.mopco-eg.com/en/mopco.php>

Suprême des Forces Armées. L'entreprise annonce qu'elle va tripler la production initialement prévue, à 1,95 million de tonnes d'ammoniac et 150 000 t d'urée. Les manifestations reprennent, soutenues par des activistes venus du reste du pays ; elles sont brutalement réprimées, faisant au moins un mort²⁷. Un comité nommé par le syndicat des professions scientifiques, soumis au pouvoir, émet rapidement l'avis que l'usine ne présente aucun danger, tout en rappelant hors de propos son intérêt économique crucial pour l'Égypte.

***L'affaire Agrium une confrontation
emblématique entre l'Etat et les citoyens***

À la suite du coup d'État du « maréchal » Al-Sissi en juillet 2013, l'extension de l'usine a repris, et l'inauguration en catimini de la phase 3 montre à la fois la détermination du régime militaire, et son incapacité à résister aux demandes des industriels étrangers qui jettent leur dévolu sur l'Égypte. La nécessité d'attirer des capitaux étrangers²⁸ répond à celle des pays du Nord d'exporter leurs émissions de CO₂, et leurs nuisances d'une manière générale, vers les pays les plus vulnérables du Sud, pour ce conformer aux nouvelles normes internationales en termes de protection de l'environnement et de lutte contre le réchauffement climatique²⁹. En l'espèce, les émissions permanentes de polluants de l'atmosphère et des eaux de surface et les odeurs pestilentielles portées par les vents, ne sont pas tout : cette industrie est dangereuse, comme l'ont prouvé plusieurs accidents récents aux États-Unis et au Canada ; ceux-ci ont provoqué la chute du titre Agrium et rendent indispensable le déplacement de la production dans des pays du Sud, même lorsque celle-ci ne leur est pas destinée, comme c'est le cas ici.

Agrium a disparu des titres de la presse égyptienne, muselée par la dictature militaire ; il n'en reste pas moins que les affections pulmonaires, les allergies et les dermatoses, ainsi que, dit-on les fausses couches se seraient multipliées ; par ailleurs les besoins en eau douce de l'usine, satisfaits à partir du canal qui la relie au Nil, provoque une pénurie d'eau pour la population et les agriculteurs. Des études scientifiques prouvent l'impact de l'usine sur

27. <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/26595/Egypt/0/Damiettans-escalate-protests-against-environmental.aspx>, 15 novembre 2011, consulté le 17 janvier 2016
<http://platformlondon.org/2011/11/15/mass-environmental-justice-uprising-engulfs-damietta-on-egypts-mediterranean-coast/>, consulté le 17 janvier 2016.

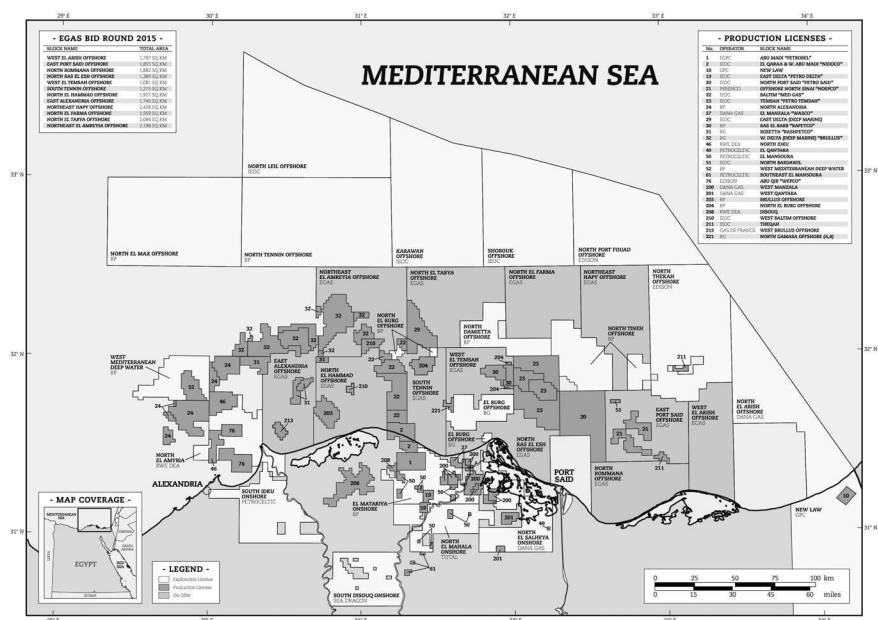
28. Même si leur apport est sujet à caution, tant en termes d'emploi que d'impôts.

29. Voir les différents incidents récents provoqués par la production ou le transport des produits issus des usines d'Agrium aux États-Unis et au Canada : fuite d'ammoniaque à l'usine de Borger aux États-Unis, en mai 2015 <http://www.newschannel10.com/story/29183924/update-multiple-people-injured-in-agrium-plant-accident>, consulté le 17 janvier 2016, ainsi que la liste des incidents dans des usines chimiques aux États-Unis depuis 2013 : <http://preventchemicaldisasters.org/resources/158971-2/>

son environnement, et sur l'image de la cité balnéaire de Ras el Barr. Le sujet est encore sensible auprès de la population, aucune mesure n'ayant été prise pour réduire les nuisances engendrées par cette usine, comme par l'ensemble des industries polluantes accueillies par la zone industrielle de la nouvelle Damiette ou aux alentours du nouveau port artificiel.

Auprès du port, l'avenir incertain de l'usine de gaz naturel liquéfié

Avec le complexe de gaz naturel liquéfié de la SEGAS (Spanish-Egyptian Gas Company)³⁰, on passe encore à une autre facette de l'activité économique de Damiette, mais aussi à un autre visage de l'industrialisation égyptienne. Sa localisation n'est pas liée à la ville de Damiette, mais à la proximité de gisements de gaz off-shore, dans le domaine maritime



Les concessions gazières égyptiennes au nord du delta, on et off-shore

30. SEGAS est un consortium international dominé par Union Gas Fenosa (80 %), une joint-venture à égalité entre Union Fenosa (Espagne) et ENI (Italie), le reste étant partagé entre deux entreprises publiques égyptiennes, EGAS (10 %) et Egyptian Petroleum Corporation (EGPC-10 %). <http://www.hydrocarbons-technology.com/projects/seagas>
https://www.eni.com/en_IT/attachments/investorrelations/presentation/2004/Damietta_PDF_pdf

égyptien³¹, et à l'existence d'un port artificiel capable d'accueillir les plus grands méthaniers. Le gaz naturel devait lui être fourni par la concession West Delta Deep Marine (WDDM) à 140 km au large, exploité par EGAS (Egyptian Natural Gas Company).

Il s'agit d'une activité de haute technologie, dont la destination doit être arbitrée, à travers des contrats à long terme, entre la satisfaction des besoins intérieurs et ceux de clients étrangers. La capacité des autorités égyptiennes à respecter leur signature a été rapidement mise en cause, affectant la crédibilité de l'Égypte vis-à-vis des investisseurs internationaux et le gain de devises attendu de cette industrie exportatrice.

La décision de construire cette usine avait été prise en 2000 et le premier chargement expédié début 2005. Avec une capacité de 5 millions de tonnes/an, c'était à l'époque la plus grande unité au monde à train unique, pour un investissement d'environ 1,3 milliard USD. En 2006, les associés décidèrent de faire passer la capacité de production à 10 millions de tonnes/an. Mais le plan de développement fut remis en question par l'épuisement du gisement *off shore* de Satis, fortement sollicité par la hausse de la demande domestique en Égypte.

Le gaz liquéfié était initialement destiné au marché espagnol, qui recevait 3,2 millions de tonnes/an, le reste étant vendu par EGAS sur le marché égyptien, le tout avec un engagement de 25 ans, signé en 2003.

Mais à la mi-2013, l'usine dut être fermée, faute de gaz, suite à la décision des autorités égyptiennes de privilégier la satisfaction du marché intérieur, en contravention avec les accords passés³². Le gouvernement du Président Mohamed Morsi, issu des Frères Musulmans, avait pris cette décision, à la suite de difficultés d'approvisionnement en fioul et de la multiplication des coupures de courant. SEGAS porta alors plainte le 12 avril 2013 contre l'Égypte à Paris auprès du tribunal d'arbitrage de la Chambre de commerce Internationale. L'Égypte faisait par ailleurs face à de graves difficultés financières à la suite de la révolution de janvier 2011, et avait retardé les paiements dus aux exploitants étrangers de ses gisements de pétrole et de gaz³³.

31. L'Égypte est déjà le 2^e producteur africain de gaz naturel, derrière l'Algérie. Mais l'exportation est tombée à 4,7 millions de tonnes en 2012, alors que la capacité globale des deux usines d'Edkou et de Damiette s'élevait à 12,2 M tonnes.

32. <http://www.lngworldnews.com/egypt-stops-damietta-lng-exports-to-eni/> <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/3/12/64321/Business/Economy/Damietta-LNG-plant-idled-as-Egypt-keeps-its-gas-at.aspx> (La même mésaventure est arrivée à l'entreprise britannique BG, qui opère l'autre usine géante de gaz liquéfié, à Edkou, près d'Alexandrie).

33. <http://www.reuters.com/article/egypt-gas-idUSL6N0DB30820130424>

Ce défaut de respect d'un engagement à long terme a trouvé une solution formelle sur le plan financier à partir du coup d'État militaire de juillet 2013. Mais le nouveau régime a confirmé la priorité accordée à la satisfaction des besoins égyptiens, et l'usine n'a toujours pas repris sa production.

Cet incident pose donc certaines questions : certes, il manifeste ce que l'on peut considérer comme une preuve d'amateurisme du premier gouvernement démocratiquement élu d'Égypte, vis-à-vis de ses obligations internationales, mais également son souci de donner la priorité aux besoins essentiels de la population. Mais l'on peut s'interroger sur les termes du contrat passé par l'État égyptien avec ses partenaires étrangers sous l'ère Moubarak, et plus fondamentalement, sur les intérêts privés ou corporatistes (militaires) masqués derrière le statut étatique des entreprises égyptiennes concernées. On peut aussi s'interroger sur la fragilité d'une économie égyptienne reposant sur des rentes soumises aux aléas extérieurs (fuite des capitaux, arrêt des aides et des investissements étrangers, de la manne touristique, baisse des envois des émigrés, éventuellement ralentissement de la production d'hydrocarbures...).

Il est vrai que la demande d'électricité augmente en Égypte de 7 % par an. Le nouveau régime a donc été contraint de satisfaire en priorité cette demande intérieure au détriment des exportations, en achetant pour la première fois en 2015 des cargaisons de GNL aux compagnies étrangères. EGAS a ainsi décidé que la production du gisement géant de Zohr, dans le bloc Shorouk³⁴, découvert par ENI, reviendrait à 65 % à l'Égypte. La mise en exploitation de ce nouveau gisement, en 2018 ou 2019, permettra de couvrir les besoins égyptiens durant au moins dix ans, et d'économiser au pays 2 milliards USD par an, avec une reprise des exportations en 2020. C'est alors que l'usine de Damiette pourrait être remise en marche. Il est d'ailleurs possible que l'usine ne soit utilisée que pour la liquéfaction du gaz en provenance du gisement israélien de Léviathan.³⁵

L'Égypte a donc toujours l'intention de devenir un hub régional du gaz naturel, grâce à ses usines de GNL et à ses gazoducs existants déjà en direction des pays voisins comme Israël et la Jordanie³⁶. Mais à part l'arrivée temporaire de centaines d'ouvriers venus de l'extérieur pour le montage de l'usine, et l'installation à demeure de techniciens pour assurer les rotations

34. Avec environ 30 trillions de pieds cubes de réserves, ce serait le plus important gisement découvert à ce jour en Méditerranée. <http://www.egyptoil-gas.com/publications/discorde-of-the-decade-enis-new-deepwater-biggest-ever-in-egypt/>

35. <http://www.2b1stconsulting.find-com/noble-to-expand-israel-tamar-to-feed-egypt-damietta-lng-terminal/>

36. <http://www.bloomberg.com/news/articles/2015-09-01/egypt-plans-to-use-natural-gas-find-for-itself-for-next-10-years>

des méthaniers, la ville et la région de Damiette ne bénéficient en rien d'une industrialisation avortée, et à laquelle ils n'ont pas été associés³⁷.

Le port artificiel de Damiette, vers un futur hub entre la Méditerranée et l'Afrique ?

Le port moderne a démarré ses activités en 1986. Entièrement artificiel, il a été creusé dans les terres à 8,5 km à l'ouest de l'estuaire du Nil. Son chenal d'entrée de 11,4 km de long et 15 m de profondeur est bordé à l'entrée par deux brise-lames. Le port couvre une superficie de 11,8 km² et comprend un quai pour porte-conteneurs et un quai de fret classique ; il est relié au Nil par un canal pour péniches de 3,5 km de long.

C'est aujourd'hui la clé de la croissance économique de la ville et de la région, voire de l'Égypte, puisqu'il est destiné à prendre le relais d'Alexandrie et de Port-Saïd, saturés. Les produits traités à l'exportation sont des produits agricoles, des engrais et des meubles, et à l'importation des produits pétroliers, du ciment, des céréales, de la farine, avec une capacité totale de 5,6 millions de tonnes/an en 2007. Il a fait l'objet depuis d'un important programme de travaux (680 millions USD dont 150 millions fournis par la Banque Africaine de développement), de manière à lui permettre de recevoir les porte-conteneurs géants : il pourrait ainsi devenir l'un des principaux ports de transit de la Méditerranée³⁸ et suscite l'intérêt des plus grandes compagnies de fret maritime, comme la GGM-CMA³⁹. Les bénéfices mentionnés pour la région de Damiette sont la création de 1600 emplois sur le site (mais moins de 200 qualifiés), la formation de la main d'œuvre égyptienne à la gestion d'un port moderne, et des revenus fiscaux de l'ordre de 1 % des revenus du port.

***Damiette, future plate-forme internationale
du commerce céréalier ?***

Mais les autorités égyptiennes souhaitent aller plus loin et faire de Damiette une plate-forme internationale de stockage des céréales : « Premier importateur mondial de blé, l'Égypte veut faire de sa dépendance un atout, en jouant de sa position entre les grandes zones de production (Europe, Russie) et de consommation (Asie, Afrique) afin de devenir un pôle d'envergure internationale pour le stockage et le transport des céréales. La construction d'un centre logistique mondial de stockage de céréales en Égypte a été engagée en

37. Cette usine n'a qu'un impact minime sur l'économie et la société locales, puisqu'elle n'engendre que 270 emplois et ne verse, sauf erreur, pas de taxes .

38. http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and_Operations/Project_Brief_Damietta_Container_Terminal_2007.pdf

39. <http://worldmaritimenews.com/archives/131488/port-of-damietta-attracts-more-container-ships/>

octobre 2014 et devrait être achevée en 2017, pour un coût total de 2 milliards de dollars (environ 1,6 milliard d'euros). Cette plateforme céréalière et agroalimentaire s'étendra sur plus de 33 km² et pourra traiter jusqu'à 65 millions de tonnes de grains par an. Elle comprendra des silos, des quais aménagés pour accueillir de grands cargos vraciers et cinq zones industrielles spécialisées dans la production de farine, de pâtes, d'huile et de sucre.

Depuis la fin 2014, les autorités égyptiennes démarchent en Europe, en Russie, mais aussi dans les pays voisins et auprès des investisseurs arabes afin de constituer une coalition stratégique en matière de logistique et de cotation, avec la création de Bourses spécialisées dans les produits agroalimentaires à Damiette. Ce projet, dont la vocation est aussi d'assurer la sécurité alimentaire du pays, permettrait à l'Égypte de jouer un rôle régional majeur en tant qu'exportateur.

Si certains s'interrogent sur l'intérêt, pour les producteurs, de stocker leurs céréales à Damiette avant de les exporter, évoquant des surcoûts, d'autres, notamment des entreprises russes, sont déjà prêts à y construire des silos »⁴⁰.

On peut cependant s'interroger sur l'utilité d'un tel site de stockage : par voie de terre, Damiette demeure un cul-de-sac, la route agricole du delta étant engorgée et impraticable aux camions et la route côtière par Port-Saïd, plus dégagée, étant plus longue. À l'échelle régionale ou internationale, l'Égypte est elle-même un cul-de-sac terrestre, et par voie maritime, le choix d'un emplacement directement situé sur le canal de Suez eut été plus logique, surtout à l'heure où est mis en œuvre le doublement de la capacité du canal et où les capitaux russes sont appelés à s'investir sur ses rives.

D'autre part, le secteur des céréales est un parfait exemple de la corruption généralisée qui préside à l'allocation des ressources en Égypte, avec un mélange inextricable des intérêts publics et privés, ce qui ne devrait pas inciter les acteurs économiques internationaux à investir de façon durable dans le pays⁴¹.

CONCLUSION

Ainsi s'achève un tour d'horizon rapide de la situation socio-économique d'une ville de province égyptienne à l'heure de la mondialisation. Cet exemple est à la fois un cas exceptionnel, par ce qui fait depuis des siècles le dynamisme et la prospérité non seulement matériels, mais aussi culturels, de

40. Tiré d'un dossier de promotion institutionnelle du magazine Jeune Afrique, en date du 21 juillet 2015 : <http://www.jeuneafrique.com/mag/247915/economie/egypte-quand-damiette-se-reve-en-grenier-geant/>

41. <https://www.yahoo.com/news/special-report-egypt-struggling-end-corruption-wheat-112028586.html>

Damiette. Mais c'est aussi un exemple parmi d'autres des bouleversements entraînés par l'insertion de l'Égypte au système économique mondial, dans une situation à la fois rentière et dominée.

On peut en retenir que le développement de la région se fait sur un fond de destruction des activités, des savoir-faire et des potentialités humaines locales, dans une logique prédatrice et non-renouvelable qui laisse supporter à la population toutes les externalités des projets mis en œuvre. On assiste en effet au remplacement d'une citadinité intégratrice, socialement et professionnellement, comme le montre le fonctionnement des secteurs d'activité sur le modèle antique de la *hisba*, par une politique de grands projets, indépendants les uns des autres, et obéissant à des logiques aux échelles globale, comme le marché des engrais ou du GNL, continentale comme la demande en céréales, ou nationale comme le délestage des ports voisins, en négligeant totalement les incidences et les potentialités locales.

Quant à l'aménagement du territoire, s'il a existé dans le passé comme le montre la nationalisation et le développement sous Nasser de l'usine de filature et de tissage, facteur de progrès technique et social, il est aujourd'hui remplacé par une gestion au coup par coup, dont la logique ne s'établit qu'en aval, par référence aux normes de conduite imposées aux États par la mondialisation économique. La concomitance d'activités et de projets divers, voire disparates et même antagoniques, nécessiterait pourtant un effort de concertation et de réflexion de la part de l'État et de pouvoirs locaux et régionaux représentatifs de la population, pour une meilleure intégration, qui pourrait elle-même engendrer des effets bénéfiques de valorisation et de renforcements croisés.

On a donc, en ce qui concerne l'aménagement de l'espace comme la gestion des activités qui s'y pratiquent, une dichotomie brutale entre zones et activités dépréciées et zones et activités privilégiées, les premières regroupant la grande majorité de la population, et les secondes une faible minorité venue de et tournée vers l'extérieur.

Le résultat est une véritable césure entre ces deux ensembles urbains, avec d'un côté une ville populeuse, industrielle, mais dépourvue de toute structure édilitaire, livrée aux potentats locaux épaulés par l'État à travers la figure du gouverneur, et donc en voie de paupérisation et de déstructuration, et de l'autre des initiatives modernisatrices, obéissant à des logiques nationales voire internationales, mais elles-mêmes soumises à des aléas politiques et à des logiques de profit qui contreviennent à toute considération de développement durable, sur le plan économique, social et environnemental. On peut ainsi, par exemple, s'interroger sur la nécessité d'implanter une usine d'engrais, hautement toxique et dangereuse, à proximité d'un site touristique, d'une zone urbaine et d'un terroir agricole fertile, alors que 90 % du territoire égyptien est désert et bordé par des mers qui en permettent l'accès.

Cette absence d'une gestion cohérente au niveau de l'État relève à la fois d'une volonté délibérée et d'une incompétence. Il manque certes aux militaires au pouvoir (Le « maréchal » al-Sissi a remplacé onze gouverneurs de

province fin décembre 2015 pour les remplacer par des officiers supérieurs) le sens de la concertation, du dialogue et de la synthèse, et ils ont plaqué depuis soixante ans sur la société égyptienne le fonctionnement hiérarchique et disciplinaire propre à une armée. Et les gouverneurs, clés de voûte de l'administration au niveau régional, dépendant directement du président, n'ont pour mission que le maintien de l'ordre public et la répression de toute opposition. Mais de ce fait, l'administration elle-même est défaillante, manquant de cadres, d'efficacité et de moyens, les ministres n'ayant dans un tel système qu'une fonction subalterne d'exécutants et de tuteurs de services techniques privés d'initiative.

Il en résulte une corruption incontrôlée à tous les niveaux de l'État, comme en témoigne l'état désastreux des routes et des autoroutes dont la construction est adjugée en fonction d'intérêts opaques, ou les multiples trafics cités plus haut, où les soutes des chalutiers et les conteneurs de meubles contiennent souvent armes, antiquités et drogues qui irriguent des réseaux mafieux, impliquant militaires et agents de la Sécurité.

Parallèlement, l'État ne trouve comme interlocuteurs ou partenaires aucune structure élective au niveau local : l'absence d'une municipalité se fait sentir à Damiette, la population n'étant ni consultée ni impliquée dans le devenir de sa ville ou de son gouvernorat. La planification urbaine, les services éditaires lui échappent, comme le montrent la construction d'immeubles sur des zones inondables, la carence dans l'enlèvement et le traitement des ordures, ou une politique du logement qui ne répond pas aux besoins. Les compétences de la population ne manquent pourtant pas, ni le sentiment d'appartenance à une cité et à une société qui ont fonctionné avec succès, durant des siècles de manière autonome. Il y a là, de la part de l'État, un gaspillage désastreux de talents et d'expériences, qui condamne par avance les projets grandioses mis en œuvre sans souci d'un développement auto-reproductible et intégré.

L'absence de municipalité élue est déjà un handicap insurmontable pour un monstre urbain comme Le Caire, écartelé entre trois gouvernorats, mais elle est encore plus surprenante dans le cas d'une capitale provinciale et de son aire d'influence. La question devient d'autant plus cruciale que la ville, étouffée de ses deux avant-postes, dupliquée par la Nouvelle Damiette et confortée par une zone industrielle, une zone franche et un port moderne, compose progressivement une agglomération importante et complexe.

Actuellement, les nouveaux acteurs économiques comme l'Autorité du Port, la Ville Nouvelle, la Zone franche, mais aussi privés comme Agrium la Canadienne, SEGAS l'Espagnole, ou les Égyptiennes EGAS et MOPCO n'ont de relations que verticales, avec leurs tutelles au Caire ou leurs sièges à l'étranger : aucun mécanisme de coordination n'a été envisagé à ce jour au niveau local.

Quant aux corporations de métiers traditionnelles, comme les pêcheurs, les confiseurs, les fabricants de meubles, elles n'ont pas pu se structurer de manière formelle et reconnue officiellement et sont aux mains de

personnalités ou de groupes parfois qualifiés, en privé, de mafieux. On comprend dès lors que la structure sociale se délite et que Damiette risque de devenir un havre de trafics illégaux voire criminels, pour pallier la perte de revenus et de normes sociales.

Le cas de Damiette donne à réfléchir, certes, sur la situation de l'Égypte et ses perspectives de développement, en écartant pour une fois et pour les besoins de l'analyse, les facteurs extérieurs : mais les facteurs internes sont-ils vraiment sans conséquence sur les risques de déstabilisation venus de l'extérieur ? Et ne sont-ils pas eux-mêmes, des pistes de réflexion pour d'autres pays et au-delà, partout où des intérêts et des centres de décision globaux ou lointains privent la population de toute prise sur son destin ?...